

2<sup>E</sup> TRIMESTRE  
**2024**

# Observation Partenariale de la Conjoncture

Communiqué n°60

## Un 2<sup>e</sup> trimestre 2024 poussif : faible progression de l'emploi et de l'activité



### Points de vigilance

#### L'activité progresse modérément

La situation économique présente un tableau contrasté avec une hausse de l'activité qui reste modérée et une inflation qui poursuit sa décrue, passant sous la barre des 2%. Des signaux de fragilité persistent : les défaillances d'entreprises continuent d'augmenter, notamment dans le secteur de la construction et l'immobilier, la croissance des salaires montre des signes d'essoufflement.

#### Un marché de travail contrasté

Après une progression en début d'année, l'emploi salarié ralentit ce trimestre à cause d'une stabilisation de l'emploi privé. Le recul persistant dans la construction depuis plusieurs trimestres témoigne de difficultés durables dans ce secteur. Le taux de chômage reflue nettement et atteint un niveau historiquement bas. La demande d'emploi suit la même tendance. La durée moyenne d'inscription sur les listes de France Travail tend à s'allonger, en particulier chez les seniors. Sur un an, le volume d'offres d'emploi accuse une baisse significative.

## Retour sur la plénière du 15 octobre 2024

#### Le nucléaire en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Si notre région ne produit pas d'électricité nucléaire sur son sol, elle bénéficie largement de la zone d'influence de la centrale du Tricastin (Drôme) et contribue à l'activité nucléaire *via* ses centres de recherche et d'ingénierie. Le nucléaire fait partie intégrante du tissu économique régional : le réseau des CCI dénombre ainsi près de 430 établissements situés au cœur et à la périphérie de la filière, en majorité positionnés sur de l'ingénierie, du contrôle et des analyses techniques.

Dans une étude récente (Chaintreuil, 2024), le Carif-Oref s'est intéressé aux besoins en compétences spécifiques à la filière en région. De forts enjeux ont été identifiés dans les métiers du nucléaire (hausse des prévisions d'emploi, attractivité, transition numérique, sûreté, féminisation...), ainsi qu'une série de préconisations : développer les modules techniques, promouvoir les métiers et les formations, intégrer les évolutions technologiques, former des profils expérimentés et adapter l'offre de formation aux besoins du territoire.



### Chiffres clés



**2 027 600**  
emplois salariés



**7,8 %**  
taux de chômage



**445 200**  
demandeurs d'emploi  
(cat. A, B, C)



**6 500**  
défaillances  
d'entreprises\*

### Évolution

T2 2024 / T1 2024

↗ **+0,1%**

stable en France  
métropolitaine

↘ **-0,3 pt**

-0,1 pt en France  
métropolitaine

↘ **-1,0%**

-0,2% en France  
métropolitaine

↗ **+27%**

+26% en France  
entière\*

\*Défaillances d'entreprises sur 12 mois, évolution annuelle

## Hausse modérée de l'activité nationale, reflux de l'inflation

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, l'activité économique **en France** a continué de croître sur un rythme modéré (+0,2%), portée par le commerce extérieur et les dépenses publiques. La demande intérieure est à l'arrêt pour le troisième trimestre consécutif : pour les ménages, la consommation est restée atone (+0,1%) tandis que l'investissement a reculé, pour les entreprises (-1,1%) comme pour les ménages (-0,5%). Pour la fin de l'année 2024, la consommation des ménages augmenterait à l'été, sous l'effet des dépenses liées aux Jeux Olympiques et Paralympiques, mais avec un taux d'épargne largement au-dessus de son niveau d'avant-crise. La croissance atteindrait +1,1% en 2024 en lien avec une légère embellie sur le front de la consommation pour la fin de l'année. Comme ailleurs en Europe, l'épisode inflationniste est terminé : la hausse des prix sur un an s'est limitée à +1,2% en septembre.

► **Pour en savoir plus** : « [Croissance ralentie de l'emploi et de l'activité, le chômage au plus bas](#) », *Insee Conjoncture Provence-Alpes-Côte d'Azur*, n° 51, septembre 2024

## Contexte international

Au printemps 2024, la croissance américaine demeure solide : le PIB a progressé de +0,7% après +0,4% au premier trimestre.

La croissance du PIB dans la **zone euro** (+0,2%), revenue depuis début 2024, est portée par le commerce extérieur. Elle masque toujours d'importantes disparités entre les pays : l'activité en Espagne caracole (+0,8% au printemps), tandis que l'économie allemande reste à l'arrêt (-0,1%); en Italie, la croissance demeure modérée (+0,2%). **L'inflation a, quant à elle, nettement reflué à 1,8% en septembre** (après 2,2% en août), passant en deçà des +2% pour la première fois depuis juin 2021. Ceci alimente des gains de pouvoir d'achat dans tous les pays de la zone : les ménages restent toutefois attentistes et ces gains sont pour le moment largement épargnés.

## Une situation de fragilité qui persiste en région

### Les défaillances d'entreprises toujours en hausse

Sur les douze derniers mois (juillet 2023 à juin 2024), 6500 entreprises ont déposé le bilan en **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, contre 5 100 sur les douze mois précédents, soit une augmentation de +27% (26% au national). Depuis début 2022, le nombre de défaillances poursuit sa hausse, après être tombé à des seuils historiquement bas fin 2021.

Cette augmentation des défaillances sur un an concerne tous les **secteurs**. Elle est particulièrement marquée dans la *Construction* (+41%, avec près d'un quart des défaillances enregistrées), les *Activités immobilières* (+36%), *l'Industrie* (+31%) et les *Transports* (+31%). Dans *l'Hébergement-restauration* et le *Commerce*, les défaillances continuent d'augmenter (respectivement +28% et +23% sur un an), mais sur un rythme ralenti par rapport aux trimestres précédents.

Tous les **départements** de la région suivent, cette tendance à la hausse sur un an. La progression est plus contenue dans les Hautes-Alpes et le Vaucluse (respectivement +10% et +17%), et plus vive dans tous les autres départements : de +25% dans les Alpes-Maritimes à +35% dans le Var. Par rapport à 2019, le nombre de défaillances est plus élevé dans tous les départements de la région.

► **Pour en savoir plus** : « [Croissance ralentie de l'emploi et de l'activité, le chômage au plus bas](#) », *Insee Conjoncture Provence-Alpes-Côte d'Azur*, n° 51, septembre 2024

### La croissance des salaires se tasse

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, le **salaire moyen par tête (SMPT) mensuel\*** - hors prime de partage de la valeur - s'élève à 2 773 € en région. Le SMPT croît modérément : +0,6%, après +1,7% au trimestre précédent. Sur un an, il s'accroît de +3,0%, bénéficiant des revalorisations successives du salaire minimum au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Il reste cependant inférieur de 214 € au SMPT national (+2,9% en un an).

Si le secteur de la construction verse en moyenne les salaires les plus bas (2 429 €), celui de l'industrie pourvoit les salaires les plus élevés (3 759 €). Dans ce dernier, seule *l'Industrie agro-alimentaire* n'atteint pas le SMPT de la région (2 399 €, 2 773 € tous secteurs), les activités de *Cokéfaction et raffinage* affichent quant à elles le SMPT le plus élevé (6 984 €). À l'inverse, le sous-secteur de *l'Hébergement et restauration* présente le SMPT le plus bas (2 135 €).

\* **Le salaire moyen par tête (SMPT)** : est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre ; il est divisé par trois pour obtenir une grandeur mensuelle. Les effectifs intérimaires pris en compte pour le calcul du SMPT sont ceux produits par la Dares.

► **Pour en savoir plus** : [Stat'Ur conjoncture](#), n° 77, Urssaf PACA, septembre 2024.

## Emploi salarié atone

### Le rebond de l'emploi salarié ne se confirme pas

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, l'emploi salarié ralentit en **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, après s'être redressé en début d'année : +0,1% (soit +2 000 salariés), après +0,3% au 1<sup>er</sup> trimestre 2024. L'emploi privé se stabilise (après +0,3%), tandis que l'emploi public accélère légèrement (+0,4%, après +0,3%). L'intérim s'accroît faiblement (+0,4%, après +0,3%), soit +210 salariés, après -0,3%. Fin juin 2024, la région compte 2 027 600 salariés, en hausse de +0,9% sur un an (+17 400 salariés).

Dans le **tertiaire marchand**, les effectifs (intérim compris) se stabilisent, après avoir rebondi en début d'année (+0,5%). Les hausses dans le *Transport et entreposage* (+0,4%, après une stabilité), les *Services de soutien aux entreprises* (+0,3%, après +0,8%) et aux *ménages* (+0,8%, après +0,9%) ne suffisent pas à compenser les baisses dans les *Activités financières et d'assurance* (-0,1%, après -0,3%), le *Commerce* (-0,2%, après +0,1%), l'*Information-communication* (-0,3%, après +0,8%), l'*Hébergement-restauration* (-0,5%, après +1,7%) et, pour le 6<sup>e</sup> trimestre consécutif, dans les *Activités immobilières* (-1,0%, après -1,1%). Au total, l'emploi dans le tertiaire marchand ne dépasse que de +0,6% son niveau d'il y a un an (+6 300 salariés).

Le **tertiaire non marchand** (intérim compris) est le seul secteur qui demeure dynamique : +0,4% (soit +2 400 salariés), comme début 2024. Sur un an, l'emploi progresse de +1,8% (soit +11 800 salariés).



**+0,1% d'emplois salariés sur le trimestre, soit 2 000 emplois en plus**

**Le tertiaire non marchand est le seul secteur dynamique**

**Seules les déclarations d'embauche en contrat très courts sont en hausse sur un an**

Après avoir oscillé entre +0,3% et +0,5% pendant près de deux ans, la croissance s'affaïsse dans l'**industrie**, pénalisée par le recul de l'intérim : +0,1%, soit +200 salariés, après +0,3%. Hors intérim, elle progresse de +0,4%. L'essentiel des emplois créés ce trimestre le sont dans le *Raffinage, industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution* (+0,5%, après +0,3%). Dans tous les autres sous-secteurs, la croissance est atone. Sur un an, l'emploi ralentit et s'élève de +1,4% (+2 500 salariés).

Dans la **construction**, les effectifs (intérim compris) reculent pour le 5<sup>e</sup> trimestre consécutif, mais moins fortement qu'en début d'année : -0,4%, soit -560 salariés, après -1,5%. En rythme annuel, la contraction est forte : -2,2% (soit -2 900 salariés).

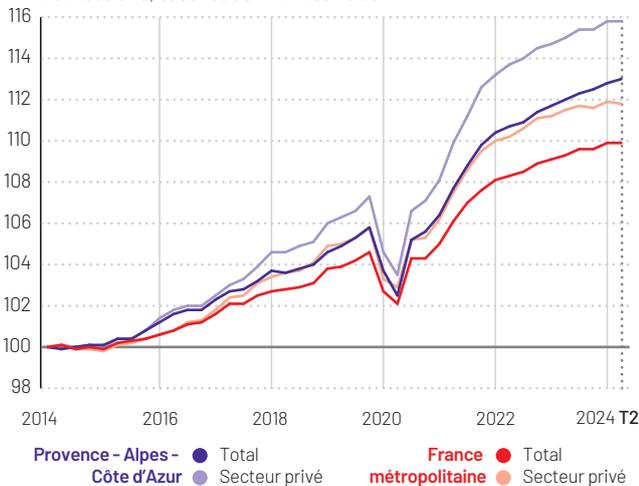
Au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, l'emploi salarié diminue dans la plupart des **départements** de la région : les Hautes-Alpes (-0,5%, après +0,5%), les

Alpes-de-Haute-Provence (-0,1%, après -0,4%), le Var et le Vaucluse (-0,1%, après +0,2% chacun). Il se stabilise dans les Alpes-Maritimes (après +0,6%) et poursuit sa progression régulière dans les Bouches-du-Rhône (+0,3%, après +0,4%), seul département où la croissance annuelle dépasse la régionale.

En **France métropolitaine**, l'emploi salarié marque également le pas : il est stable, après +0,3% au 1<sup>er</sup> trimestre 2024. L'emploi privé fléchit (-0,1%, après +0,3%), alors que l'emploi public progresse au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,3%). L'intérim recule pour le 6<sup>e</sup> trimestre consécutif (-2,1%, après

Évolution de l'emploi salarié

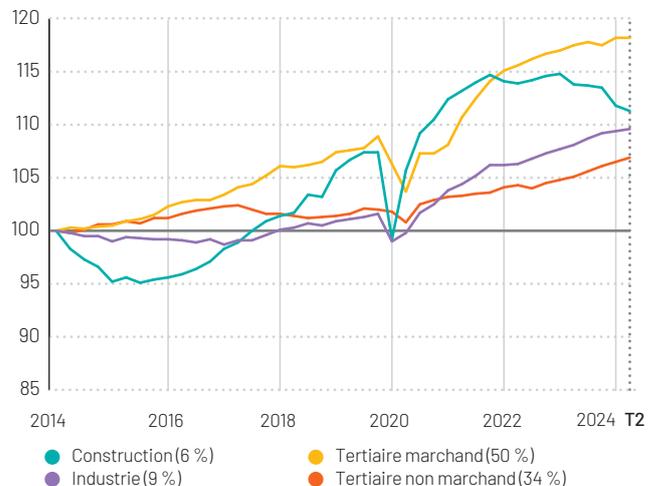
Données CVS, base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2014



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Accoss-Urssaf, Dares, Insee.  
Champ : emploi salarié en fin de trimestre.  
Note : données provisoires.

Évolution de l'emploi salarié y compris intérim, en Provence - Alpes - Côte d'Azur

Données CVS, base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2014



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Accoss-Urssaf, Dares, Insee.  
Champ : emploi salarié en fin de trimestre.  
Note : données arrondies, provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents.

-0,5%). Sur un an, les effectifs salariés nationaux augmentent de +0,5%. C'est la plus faible croissance annuelle depuis la crise sanitaire.

► **Pour en savoir plus** : « [Printemps 2024 : emploi atone, chômage en baisse](#) », [Dreets Provence-Alpes-Côte d'Azur, n° 15, septembre 2024](#)

### Seules les embauches en CDD d'un mois ou moins conservent leur dynamisme au 2<sup>e</sup> trimestre 2024

Sur un an, les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) en Provence-Alpes-Côte d'Azur progressent de +3%, conséquence directe de la croissance de +7% des CDD d'un mois ou moins, qui pèsent pour deux tiers des déclarations du trimestre. Les contrats de plus d'un mois poursuivent leur décroissance, avec notamment une baisse annuelle des CDI (-5%, soit -4 600 DPAE).

Seul le secteur des *Services* enregistre une hausse annuelle de ses embauches (+5%). Si les DPAE progressent dans les *Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale* (+11%), elles reculent nettement dans les secteurs de la *Construction, des Transports* et du *Commerce* (respectivement -13%, -7% et -4%). Dans les *Activités immobilières*, les embauches reculent de -6%, sauf dans le Var où elle progresse, quel que soit le type de contrat (+6% pour les CDI, +16% pour les CDD).



## Zoom sur l'apprentissage

### La faible croissance de l'apprentissage se poursuit

Fin juin 2024, Provence-Alpes-Côte d'Azur compte **66 000 apprentis** dans les secteurs public et privé. Après avoir enregistré des rythmes de croissance annuels à deux chiffres, ce nombre progresse modestement depuis mi-2023 : +4%, soit +3 000, comme au trimestre précédent.

En France métropolitaine, la tendance est similaire : +4% sur un an, soit +36 300, après +5% début 2024. Le nombre d'apprentis s'élève à 937 000.

Au niveau régional, la **hausse du nombre d'apprentis entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2023 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2024 explique environ une création d'emploi salarié sur dix** sur l'année glissante, contre près d'une sur trois un an plus tôt. À l'échelon national, cette part se réduit mais reste plus importante qu'en région, passant de près de 40% à environ 30%.

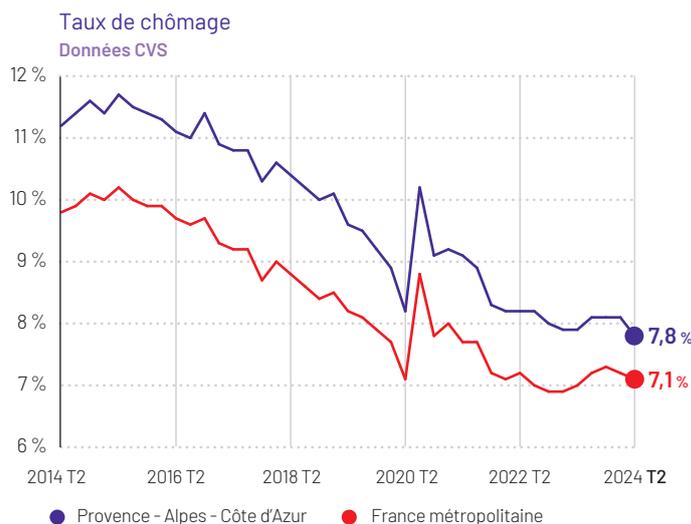
## Un marché du travail contrasté

### Le taux de chômage repart à la baisse

Après deux trimestres de stabilité, le taux de chômage localisé recule de -0,3 point au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, en **Provence-Alpes-Côte d'Azur** et s'établit à 7,8% de la population active, niveau historiquement bas. C'est la plus forte baisse trimestrielle depuis fin 2021. Sur un an, le taux décroît de -0,1 point.

En **France métropolitaine**, le taux de chômage au sens du BIT se replie moins vite qu'en région au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 (-0,1 point, comme en début d'année) et s'établit à 7,1% de la population active. Sur un an, il progresse légèrement (+0,1 point).

Le taux de chômage diminue dans tous les **départements** de la région. Le repli est marqué dans les Alpes-Maritimes (6,7%, -0,4 point) et les Hautes-Alpes (6,2%, -0,3 point). Il est modéré (entre -0,1 point et -0,2 point) dans le Var (7,1%), les Alpes-de-Haute-Provence (7,9%), les Bouches-du-Rhône (8,4%) et le Vaucluse (9,7%).



**Note** : données trimestrielles provisoires ; estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage national et de son évolution d'un trimestre à l'autre.  
**Source** : Insee - Taux de chômage au sens du BIT (national) et taux de chômage localisé (régional).

**Avertissement** : au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, avec le confinement général de la population, un grand nombre de personnes basculent temporairement vers l'inactivité, faute notamment de pouvoir réaliser des recherches actives d'emploi dans les conditions habituelles. Le taux de chômage recule alors « en trompe-l'œil » malgré une chute inédite de l'emploi. Au 3<sup>e</sup> trimestre, le retour à un comportement plus habituel de recherche et un niveau d'emploi encore déprimé conduisent à un fort rebond du taux de chômage. Au 4<sup>e</sup> trimestre, le taux se replie de nouveau, sous l'effet conjoint de la poursuite du rebond de l'emploi et de la légère baisse du taux d'activité liée au deuxième confinement. Depuis début 2021, la dynamique du taux de chômage s'explique à niveau par les mécanismes traditionnels d'évolution du taux d'emploi et de la population active.

### La demande d'emploi confirme son recul

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, Provence-Alpes-Côte d'Azur compte en moyenne 445 200 demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de France Travail en catégories A, B, C (tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite ou sans activité). Ce nombre diminue pour le deuxième trimestre consécutif (-1,0 %, soit -4 500 demandeurs d'emploi, après -0,3 %) et s'établit à son plus bas niveau depuis fin 2014. Sur un an, il recule légèrement (-0,3 %), après deux trimestres de stabilité.

La baisse trimestrielle est identique pour les **femmes** et les **hommes** (-1,0 %). Sur un an, la demande d'emploi féminine continue de décroître (-0,9 %, après -0,8 %) alors que la masculine atténue sa hausse (+0,3 %, après +0,9 %).

La demande d'emploi des **jeunes de moins de 25 ans** confirme son recul amorcé en début d'année : -1,2 %, après -0,7 %. En rythme annuel, c'est la seule tranche d'âge qui s'élève : +1,9 %, après +3,3 % début 2024. Dans le même temps, la demande d'emploi des **seniors** poursuit son repli entamé mi-2021, si l'on excepte la hausse ponctuelle du 4<sup>e</sup> trimestre 2023 : -0,7 %, après -0,5 %. Sur un an, le fléchissement est un peu moins vif : -1,0 %, après -1,4 %.

Le nombre de **demandeurs d'emploi de longue durée** (inscrits depuis un an ou plus) repart à la baisse après deux trimestres de hausse (-1,2 %, après +0,4 %), mais continue d'augmenter sur un an (+0,4 %, après +0,6 %). Ils représentent 42,1 % des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, une part quasi-stable par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 (-0,1 point). Parallèlement, la diminution du nombre d'inscrits depuis moins d'un an est la même qu'en début d'année en rythme trimestriel (-0,8 %) et deux fois plus soutenue qu'au 1<sup>er</sup> trimestre en rythme annuel (-0,8 %, après -0,4 %).

Le recul trimestriel s'intensifie dans tous les **départements** de Provence-Alpes-Côte d'Azur au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, sauf en Vaucluse où la demande d'emploi est quasi-stable (-0,1 %, après +0,3 %). La diminution est plus marquée dans les Alpes-Maritimes (-1,4 %, après -0,6 %), le Var (-1,5 %, après -0,5 %) et les Hautes-Alpes (-1,6 %, après -0,5 %) que dans les Alpes-de-Haute-Provence (-0,8 %, après -0,7 %) et les Bouches-du-Rhône (-0,9 %, après -0,2 %). Sur un an, le léger repli régional résulte à la fois d'une forte décroissance dans les départements alpins, d'une vive augmentation en Vaucluse et d'une quasi-stabilité dans les autres départements.

► **Pour en savoir plus** : « [Printemps 2024 : emploi atone, chômage en baisse](#) », *Dreets Provence-Alpes-Côte d'Azur*, n° 15, septembre 2024



**Taux de chômage à 7,8 %, en forte baisse ce trimestre**

**Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée repart à la baisse après deux trimestres de hausse**

**96 000 reprises d'emploi d'une durée d'un mois ou plus ce trimestre**

### Baisse annuelle des retours à l'emploi ce trimestre

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, environ 96 000 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A et B ont accédé à un emploi d'un mois ou plus en région, soit une baisse de -1,4 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2023 (-1 400 retours à l'emploi).

À l'exception des Alpes-de-Haute-Provence où le volume des reprises d'emploi se stabilise, la baisse annuelle s'observe dans tous les **départements** : les Hautes-Alpes (-2,9 %), le Vaucluse (-2,2 %), les Alpes-Maritimes (-1,8 %), les Bouches-du-Rhône (-1,4 %) et le Var (-0,7 %).

Les demandeurs d'emploi en **situation de RSA** (DRSA) représentent 9 % de l'ensemble des retours à l'emploi et 18 % des inscrits en catégories A et B (13 % en catégories A, B et C). La part des reprises d'emploi des DRSA est plus importante dans les Bouches-du-Rhône qu'en région (11 %).

Le **taux de retours à l'emploi** (retours à l'emploi ramenés aux demandeurs d'emploi en catégories A et B) est de 10,5 % en région (-0,1 point sur un an). Quatre départements ont un taux supérieur à celui de la région : Alpes-de-Haute-Provence (11,2 %), Alpes-Maritimes (11,9 %), le Var (13,2 %) et Hautes-Alpes (14,7 %). Les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse ont, quant à eux, des taux inférieurs à la région (respectivement 8,7 % et 9,7 %).

### L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) observe une légère dégradation au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2024

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, un demandeur d'emploi de **Provence-Alpes-Côte d'Azur** reste, en moyenne, inscrit consécutivement un peu plus de dix mois (308 jours) sur les listes de France Travail. Après une détérioration tout au long de l'année 2023, l'ICDC s'améliore nettement au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2024 avant de se dégrader à nouveau au 2<sup>e</sup> trimestre 2024. Cette hausse trimestrielle concerne l'ensemble des populations, à l'exception des hommes âgés de 25 à 49 ans (298 jours, -5 jours). La plus forte augmentation concerne les seniors (464 jours ; +24 jours) et plus particulièrement les femmes seniors (482 jours ; +36 jours). En rythme annuel, l'ICDC régional se détériore seulement de quatre jours.

L'ICDC est un indicateur conjoncturel proposé par France Travail dans le but de synthétiser l'incidence de la conjoncture économique sur l'état du marché du travail, et les opportunités qu'il offre pour trouver un emploi. Il reproduit le **calcul de l'espérance de vie d'une population** en évaluant la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi qui connaîtraient durant toute la période de chômage les mêmes conditions sur le marché du travail que celles du trimestre considéré.

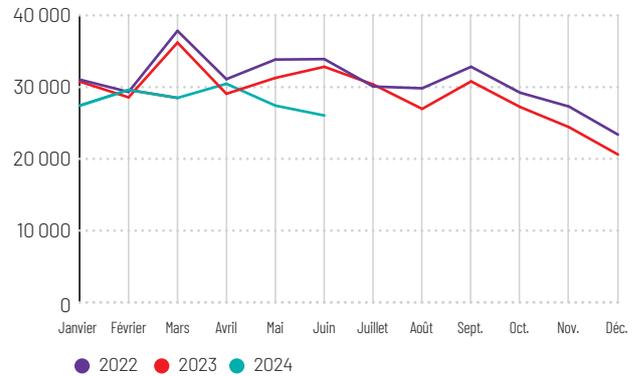
Concernant les **domaines professionnels**, la plupart des indicateurs sont en hausse au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2024, notamment dans l'*Hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs, animation* (303 jours ; + 24 jours), les *Arts, façonnage d'ouvrages d'art* (337 jours ; + 19 jours) et la *Communication, média multimédia* (332 jours ; + 17 jours). Les plus fortes améliorations, proviennent des secteurs du *Transport, logistique* (296 jours) et du *Support à l'entreprise* (349 jours).

La durée d'inscription à France Travail des **demandeurs d'emploi inscrits au RSA** est de 294 jours. Cette durée est plus élevée que celle de la région dans le Vaucluse (349 jours), les Alpes-de-Haute-Provence (318 jours) et les Bouches-du-Rhône (301 jours). L'ICDC s'améliore au cours de ce trimestre dans tous les départements, à l'exception des Alpes-de-Haute-Provence et du Var qui stagnent.

### Un volume d'offres d'emploi collectées par France Travail en dessous des années précédentes

Les offres d'emploi diffusées par France Travail ont atteint un volume record en 2022. En 2023, elles se sont maintenues à un niveau élevé, mais légèrement inférieur. La baisse s'amplifie sur les deux premiers trimestres de 2024 : en cumul sur une année glissante, le nombre d'offres diffusées au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 diminue de -5,9% par rapport à l'année précédente. Ces diminutions sont plus prononcées dans les départements des Hautes-Alpes et de Vaucluse et à l'inverse, moins marquées dans les Bouches-du-Rhône.

Volume mensuel d'offres déposées à France Travail en Provence - Alpes - Côte d'Azur  
Données brutes



Source : France Travail - STMAT Offres.

En juin 2024 (en cumul depuis juillet 2023), le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail baisse pour l'ensemble des grands domaines de métiers, notamment pour ceux de l'hôtellerie-restauration, du commerce, vente et grande distribution, et des services à la personne et à la collectivité. Ces trois domaines regroupent conjointement un peu moins de la moitié des offres. La diminution des offres collectées est plus contenue dans l'installation et maintenance. Les offres collectées sont stables dans le domaine de l'industrie.

► Pour en savoir plus : [Statistiques et analyses, France Travail](#)

## Zoom sur le marché du travail

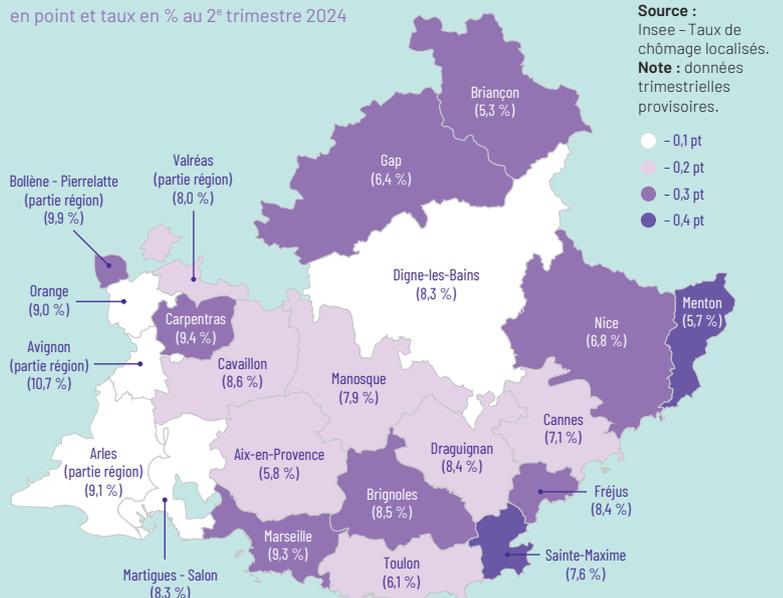
### Le taux de chômage diminue dans toutes les zones d'emploi de la région

La baisse du taux de chômage prévaut dans toutes les zones d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle est la plus forte (-0,4 point) dans celles de Menton (5,7%) et Sainte-Maxime (7,6%) et la plus faible (-0,1 point) dans celles de Martigues - Salon (8,3%), Digne-les-Bains (8,3%), Orange (9,0%), Arles (partie Paca, 9,1%) et Avignon (partie Paca, 10,7%). Dans les autres territoires, le recul oscille entre -0,2 point et -0,3 point, proche du niveau régional.

► Pour en savoir plus : « [Printemps 2024 : emploi atone, chômage en baisse](#) », *Dreets Provence-Alpes-Côte d'Azur*, n°15, septembre 2024

### Évolution du taux de chômage par zone d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur entre les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 2024

Données corrigées des variations saisonnières, évolution trimestrielle en point et taux en % au 2<sup>e</sup> trimestre 2024



Provence - Alpes - Côte d'Azur : 7,8% (-0,3 pt)  
France métropolitaine : 7,1% (-0,1 pt)

## Situation sociale

### Le nombre de bénéficiaires du RSA continue de diminuer

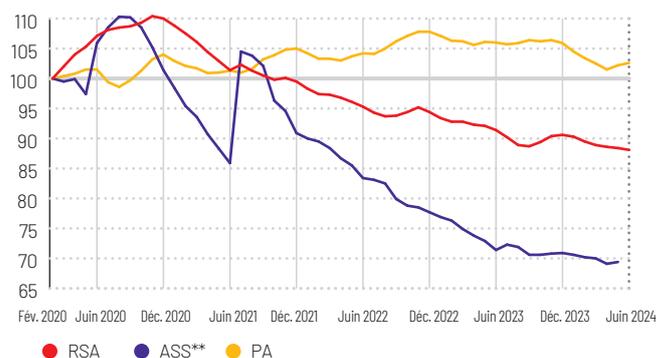
Au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, le nombre de foyers bénéficiaires du **Revenu de solidarité active (RSA)** poursuit sa baisse amorcée mi-2021 en Provence-Alpes-Côte d'Azur (-3,6% sur un an, soit -5200 foyers bénéficiaires) pour atteindre 141100. Plus prononcé qu'en France métropolitaine (-1,3%), ce recul concerne tous les départements de la région, particulièrement le Vaucluse (-10,8%).

Depuis l'arrêt des mesures de prolongation à l'assurance chômage mi-2021 qui avait conduit à une forte remontée du nombre de bénéficiaires de l'**Allocation spécifique de solidarité (ASS)** en juillet, les effectifs ne cessent de diminuer. Fin mai 2024, ils s'établissent à 19 300 (-4,7% sur un an, après -7,9%). Cette baisse, observée dans tous les départements, est légèrement plus rapide qu'au niveau national (-3,9%).

Parallèlement, le nombre de bénéficiaires de la **Prime d'activité (PA)** poursuit sa diminution (-3,3% sur un an, contre -3,2% en France métropolitaine) et s'établit à 373 600 au 2<sup>e</sup> trimestre 2024. Tous les départements sont concernés.

► **Pour en savoir plus :** « [Printemps 2024 : emploi atone, chômage en baisse](#) », *Dreets Provence-Alpes-Côte d'Azur*, n°15, septembre 2024

Évolution du nombre de bénéficiaires\* des principales prestations sociales en Provence - Alpes - Côte d'Azur  
Données brutes, base 100 à fin février 2020



\* Pour le RSA et la PA, la notion de bénéficiaires renvoie à celle de foyer et non d'individu. Pour l'ASS, elle renvoie à l'individu qui perçoit l'allocation.  
\*\* Données à fin mai  
**Note :** données provisoires  
**Sources :** Cnaf, Allstat FR6 et FR2; MSA; France Travail, FNA - Traitements : Drees

## Indicateurs avancés

Selon la Banque de France, l'activité économique régionale est demeurée globalement bien orientée au cours de la dernière période sous revue. L'activité industrielle s'est légèrement redressée. Les capacités de production ont été sollicitées en juin à hauteur de 77%, soit 4 points en dessous de la moyenne de longue période (81%). Les prix se sont maintenus tant à l'achat qu'à la vente. La situation des carnets de commandes est jugée basse. Les stocks sont toujours au-dessus de la normale.

Dans les services marchands les volumes ont globalement bien progressé. Les prix se sont maintenus. L'activité du secteur de la *Construction* a évolué positivement en fin de trimestre. La météorologie est à l'origine de décalages de chantiers ; un effet report sur le 3<sup>e</sup> trimestre est annoncé. Les carnets de commandes apportent une visibilité partielle avec des inquiétudes pour 2025. La pression concurrentielle est à l'origine d'une évolution baissière du prix des devis.

► **Pour en savoir plus :** « [Tendances régionales : Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) », Banque de France, juillet 2024

## Observation Partenariale de la Conjoncture

Mis en place en mars 2009 pour observer et anticiper les effets de la crise en Provence - Alpes - Côte d'Azur dans les domaines de l'économie, de l'emploi et sur le marché du travail, le dispositif « Observation Partenariale de la Conjoncture » (OPC) est un réseau d'experts de la conjoncture régionale animé par le Carif-Oref et constitué de la Région, la Dreets, France Travail, l'Insee, la Banque de France et l'Urssaf.

Ce réseau a pour vocation d'élaborer des diagnostics conjoncturels partagés en confrontant les données et les analyses. Il s'agit également d'un lieu d'échanges - ouvert aux acteurs de l'observation en région - sur les statistiques conjoncturelles comme sur les aspects méthodologiques, et de construction de connaissances partenariales et multithématiques.

Par le caractère opérationnel de ses productions, OPC a également pour objectif de répondre aux besoins des décideurs en éclairant les évolutions économiques de court et moyen termes en région et dans les territoires infrarégionaux.

### OPC c'est chaque trimestre :

- Une concertation des experts.
- Une séance plénière ouverte au public.
- Une diffusion du Communiqué.
- Une actualisation de la veille.

Retrouvez toutes nos ressources sur :

[www.observation-partenariale-conjoncture.org](http://www.observation-partenariale-conjoncture.org)

**Directrice  
de publication**  
Géraldine Daniel

**Coordination Carif-Oref**  
Fabien Miroso  
Liliana Rojas-Estrada

**Réalisation**  
Groupe technique  
d'OPC

**Conception  
graphique - PAO**  
[www.gachwell.com](http://www.gachwell.com)

Rédaction finalisée le 18 octobre 2024

